

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

4 mars 2021

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991  
portant réglementation du chômage,  
en ce qui concerne l'inscription des chômeurs  
temporaires comme demandeurs d'emploi  
pour cause de force majeure**

(déposée par M. Björn Anseeuw et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 maart 2021

**WETSVOORSTEL**

**tot wijziging van het koninklijk besluit  
van 25 november 1991 houdende  
de werkloosheidsreglementering, wat betreft  
de inschrijving van tijdelijk werklozen wegens  
overmacht als werkzoekende**

(ingediend door de heer Björn Anseeuw c.s.)

**RÉSUMÉ**

*En règle générale, tout travailleur en chômage temporaire durant plus de trois mois pour cause de force majeure doit s'inscrire comme demandeur d'emploi auprès du service régional de l'emploi.*

*Cette règle a toutefois été temporairement suspendue en raison de la crise du coronavirus. Pourtant, si les chômeurs temporaires de longue durée ne doivent pas s'inscrire comme demandeurs d'emploi, il sera difficile d'atteindre ce groupe-cible et de l'accompagner vers une formation ou un emploi temporaire.*

*C'est pourquoi cette proposition de loi propose d'obliger les chômeurs temporaires qui ont été mis en chômage temporaire pour cause de force majeure depuis le 1<sup>er</sup> janvier pour une période d'au moins trois mois à renouveler leur inscription comme demandeur d'emploi. Ce groupe-cible devra dès lors s'inscrire comme demandeur d'emploi à partir du 1<sup>er</sup> avril 2021 au plus tôt.*

**SAMENVATTING**

*In de regel moet een werknemer die langer dan 3 maanden tijdelijk werkloos is wegens overmacht zich inschrijven als werkzoekende bij de gewestelijke arbeidsbemiddelingsdienst.*

*Door de coronacrisis werd deze regel echter tijdelijk opgeschort. Maar als langdurig tijdelijk werklozen zich niet moeten inschrijven als werkzoekende, wordt het moeilijk om deze doelgroep te bereiken en richting een opleiding of tijdelijke job te begeleiden.*

*Dit wetsvoorstel verplicht daarom opnieuw de inschrijving als werkzoekende voor tijdelijk werklozen die sinds 1 januari 2021 voor minstens 3 maanden op tijdelijke werkloosheid wegens overmacht geplaatst zijn. Deze doelgroep zal zich bijgevolg ten vroegste vanaf 1 april 2021 verplicht moeten inschrijven als werkzoekende.*

|             |                                                                           |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------|
| N-VA        | : Nieuw-Vlaamse Alliantie                                                 |
| Ecolo-Groen | : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen |
| PS          | : Parti Socialiste                                                        |
| VB          | : Vlaams Belang                                                           |
| MR          | : Mouvement Réformateur                                                   |
| CD&V        | : Christen-Democratisch en Vlaams                                         |
| PVDA-PTB    | : Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique          |
| Open Vld    | : Open Vlaamse liberalen en democraten                                    |
| sp.a        | : socialistische partij anders                                            |
| cdH         | : centre démocrate Humaniste                                              |
| DéFI        | : Démocrate Fédéraliste Indépendant                                       |
| INDEP-ONAFH | : Indépendant - Onafhankelijk                                             |

| Abréviations dans la numérotation des publications: |                                                                                                                                                       | Afkorting bij de numering van de publicaties: |                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DOC 55 0000/000                                     | Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi                                                                | DOC 55 0000/000                               | Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer                                                  |
| QRVA                                                | Questions et Réponses écrites                                                                                                                         | QRVA                                          | Schriftelijke Vragen en Antwoorden                                                                                                        |
| CRIV                                                | Version provisoire du Compte Rendu Intégral                                                                                                           | CRIV                                          | Voorlopige versie van het Integraal Verslag                                                                                               |
| CRABV                                               | Compte Rendu Analytique                                                                                                                               | CRABV                                         | Beknopt Verslag                                                                                                                           |
| CRIV                                                | Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) | CRIV                                          | Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) |
| PLEN                                                | Séance plénière                                                                                                                                       | PLEN                                          | Plenum                                                                                                                                    |
| COM                                                 | Réunion de commission                                                                                                                                 | COM                                           | Commissievergadering                                                                                                                      |
| MOT                                                 | Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)                                                                                       | MOT                                           | Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)                                                                             |

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Un grand nombre d'employeurs et de travailleurs ont été très durement touchés par la pandémie de COVID-19 et par les mesures de confinement. Depuis un certain temps déjà, il existe dès lors un régime de chômage temporaire pour cause de force majeure. Dans le contexte de la crise actuelle, ce chômage temporaire est accessible au travers d'une procédure simplifiée et il est largement appliqué. Selon les chiffres de l'ONEM, il y avait, en décembre 2020, environ 270 000 chômeurs temporaires en raison de la crise du coronavirus et près de 48 000 d'entre eux, soit 18 %, ont compté au moins vingt jours de chômage temporaire durant ce mois.

En règle générale, tout travailleur en chômage temporaire durant plus de trois mois pour cause de force majeure doit s'inscrire comme demandeur d'emploi auprès du service régional de l'emploi. Ce principe est inscrit à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991. Cette règle a toutefois été temporairement suspendue en raison de la crise du coronavirus. Il était prévu que cette période de trois mois ne prendrait cours que le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Par conséquent, les chômeurs temporaires ne devaient s'inscrire comme demandeurs d'emploi qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril 2021 au plus tôt.

Depuis lors, le conseil des ministres du 12 février 2021 a décidé de prolonger le régime existant en matière de chômage temporaire pour cause de force majeure jusqu'au 30 juin 2021. En outre, il a décidé de prolonger, jusqu'au 30 juin 2021, la suspension de l'obligation, pour les chômeurs temporaires, de s'inscrire comme demandeurs d'emploi.

Cette décision de prolonger la suspension de l'inscription obligatoire comme demandeur d'emploi au bénéfice des chômeurs temporaires se heurte toutefois aux objectifs du gouvernement et des partenaires sociaux flamands. En effet, l'accord VESOC conclu le 14 décembre 2020 entre le gouvernement et les partenaires sociaux flamands a fixé l'objectif suivant: "En ce qui concerne les chômeurs temporaires, notre objectif à terme est d'atteindre toutes les personnes en chômage temporaire intensif et de faire en sorte qu'elles s'inscrivent au VDAB." (traduction)

Si les chômeurs temporaires de longue durée ne doivent pas s'inscrire comme demandeurs d'emploi auprès du service régional de l'emploi, il sera difficile d'atteindre ce groupe-cible et de l'accompagner vers une formation ou un emploi temporaire. La ministre flamande de l'Emploi a dès lors appelé le gouvernement fédéral à

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Vele werkgevers en werknemers werden door de COVID-19-pandemie en de lockdown-maatregelen bijzonder hard getroffen. Al enige tijd bestaat er daarom een systeem van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht. In de context van de huidige crisis is deze tijdelijke werkloosheid via een vereenvoudigde procedure toegankelijk en wordt ze breed toegepast. Volgens cijfers van de RVA waren er in december 2020 ongeveer 270 000 tijdelijk werklozen ten gevolge van de coronacrisis. Hiervan waren er ongeveer 48 000, of 18 %, 20 dagen of langer tijdelijk werkloos gedurende die maand.

In regel moet een werknemer die langer dan 3 maanden tijdelijk werkloos is wegens overmacht zich inschrijven als werkzoekende bij de gewestelijke arbeidsbemiddelingsdienst. Dit principe is opgenomen in artikel 34 van het ministerieel besluit van 26 november 1991. Door de coronacrisis werd deze regel echter tijdelijk opgeschort. Er werd bepaald dat de betrokken periode van 3 maanden pas zou ingaan vanaf 1 januari 2021. Bijgevolg moesten tijdelijk werklozen zich pas ten vroegste vanaf 1 april 2021 inschrijven als werkzoekende.

Ondertussen werd op de Ministerraad van 12 februari 2021 beslist dat de bestaande regeling rond de tijdelijke werkloosheid wegens overmacht corona verlengd wordt tot 30 juni 2021. Er werd eveneens beslist dat ook de opschorting van de verplichting van tijdelijk werklozen om zich als werkzoekende in te schrijven verlengd wordt tot 30 juni 2021.

Die beslissing om de verplichte inschrijving als werkzoekende voor tijdelijk werklozen verder op te schorten, botst met de doelstellingen van de Vlaamse regering en de Vlaamse sociale partners. In het VESOC-akkoord van 14 december 2020 tussen de Vlaamse regering en de sociale partners werd immers de volgende doelstelling ingeschreven: "Voor tijdelijk werklozen is ons objectief op termijn alle intensief tijdelijk werklozen te bereiken én zich te laten inschrijven bij VDAB."

Als langdurig tijdelijk werklozen zich niet moeten inschrijven als werkzoekende bij de gewestelijke arbeidsbemiddelingsdienst, wordt het moeilijk om deze doelgroep te bereiken en richting een opleiding of tijdelijke job te begeleiden. De Vlaamse minister van Werk heeft de federale regering dan ook opgeroepen om de

ne pas reconduire cette suspension. Elle demande de rétablir, pour ce groupe-cible de chômeurs, l'obligation de s'inscrire comme demandeurs d'emploi à partir du 1<sup>er</sup> avril 2021, comme prévu précédemment.

Nous soutenons l'appel lancé par le gouvernement flamand. Force est en effet de constater qu'aujourd'hui, les services perdent beaucoup de temps à gérer les nombreux chômeurs temporaires. Une partie d'entre eux ne pourront peut-être pas réintégrer leur poste auprès de leur employeur actuel lorsque la crise du coronavirus sera passée. D'autres pourraient être appelés à d'autres fonctions auprès de leur employeur dans le cadre d'une éventuelle révision de l'organisation interne et des processus de travail. En attendant, ces travailleurs pourraient avoir suivi une formation et avoir acquis de nouvelles compétences les préparant à exercer de nouvelles tâches chez leur employeur ou un éventuel nouvel emploi.

D'autres, en revanche, pourront réintégrer leur ancienne fonction après la crise, mais sont dans l'intervalle encore assignés à domicile pour une longue période. Or, ce groupe pourrait être occupé de manière plus utile en orientant les travailleurs vers des emplois temporaires. Cette mesure permettrait non seulement d'alléger la pression qui pèse sur notre sécurité sociale, mais pourrait aussi améliorer la sécurité financière des chômeurs temporaires de longue durée. En outre, un emploi temporaire leur permettrait d'acquérir de nouvelles compétences qui pourraient être utiles dans le cadre de leur fonction actuelle et de répondre à des besoins temporaires des employeurs.

C'est pourquoi la présente proposition de loi propose d'obliger les chômeurs temporaires qui ont été mis en chômage temporaire pour cause de force majeure depuis le 1<sup>er</sup> janvier pour une période d'au moins trois mois à renouveler leur inscription comme demandeurs d'emploi. Ce groupe-cible devra dès lors s'inscrire comme demandeur d'emploi à partir du 1<sup>er</sup> avril 2021 au plus tôt.

Il est à noter que le chômage temporaire pour force majeure coronavirus diffère du régime ordinaire de chômage temporaire pour cause de force majeure. Dans ce dernier régime, le travailleur ne peut être mis en chômage temporaire pour cause de force majeure qu'à temps plein. Le régime d'exception instauré en raison de la crise du coronavirus prévoit toutefois également la possibilité pour les intéressés de combiner un travail à temps partiel avec le chômage temporaire. Nous ne voulons bien évidemment pas obliger le travailleur qui ne compterait que quelques jours de chômage temporaire sur une période de trois mois à s'inscrire comme demandeur d'emploi auprès du service régional de l'emploi. Aussi la proposition précise-t-elle que l'obligation ne s'applique

verdere verlenging van deze opschorting niet door te voeren. Ze vraagt om voor deze doelgroep de verplichte inschrijving als werkzoekende opnieuw in te voeren vanaf 1 april 2021, zoals eerder werd voorzien.

Wij steunen deze oproep van de Vlaamse regering. Vandaag gaat er immers veel tijd verloren voor de vele tijdelijk werklozen. Een deel van hen zal na de coronacrisis mogelijk niet meer terug aan de slag kunnen bij hun huidige werkgever. Anderen zullen mogelijk andere functies gaan vervullen bij hun werkgever, die hun interne organisatie en werkprocessen mogelijks herzien. Zij kunnen ondertussen al opgeleid worden en nieuwe vaardigheden aanleren die hen kunnen voorbereiden op nieuwe taken bij hun bestaande werkgever of op een eventuele nieuwe job.

Anderen zullen na de coronacrisis hun oude werk wel weer kunnen hervatten, maar zijn ondertussen nog voor lange tijd veroordeeld tot permanent thuis blijven. Deze groep kan nuttiger ingezet worden door ze te begeleiden naar tijdelijke jobs. Zo zorgen we ervoor dat niet alleen onze sociale zekerheid minder belast wordt, maar kan ook de financiële zekerheid van de langdurig tijdelijk werklozen verbeterd worden. Bovendien kunnen de betrokkenen via een tijdelijke job eveneens nieuwe vaardigheden aanleren die ook nuttig kunnen zijn voor hun huidige job, en kunnen zo tijdelijke noden van werkgevers worden ingevuld.

Daarom stellen we in dit wetsvoorstel voor om de inschrijving als werkzoekende opnieuw te verplichten voor tijdelijk werklozen die sinds 1 januari 2021 voor minstens 3 maanden op tijdelijke werkloosheid wegens overmacht geplaatst zijn. Deze doelgroep zal zich bijgevolg ten vroegste vanaf 1 april 2021 verplicht moeten inschrijven als werkzoekende.

Merk op dat de tijdelijke werkloosheid wegens overmacht door corona verschilt van de reguliere regeling tijdelijke werkloosheid wegens overmacht. In de reguliere regeling kan tijdelijke werkloosheid wegens overmacht enkel voltijds opgenomen worden. De uitzonderlijke regeling wegens de coronacrisis voorziet echter ook een mogelijkheid voor tijdelijk werklozen om deels nog wel te werken in combinatie met de tijdelijke werkloosheid. We willen uiteraard niet dat iedereen die slechts enkele dagen tijdelijk werkloos was gedurende drie maanden verplicht wordt om zich in te schrijven als werkzoekende bij de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling. Daarom bepalen we dat de verplichting enkel geldt voor wie "intensief" tijdelijk werkloos is. In lijn met het

qu'aux travailleurs mis en chômage temporaire de façon "intensive". Dans le droit fil de la décision du gouvernement flamand, nous visons dès lors les travailleurs qui, sur une période de trois mois consécutifs, ont été mis en chômage temporaire pour cause de force majeure pendant dix jours au moins.

voornemen van de Vlaamse regering, gaat het dan om personen die gedurende drie opeenvolgende maanden per maand minstens 10 dagen op tijdelijke werkloosheid wegens overmacht geplaatst zijn.

Björn ANSEEUW (N-VA)  
Valerie VAN PEEL (N-VA)  
Wim VAN der DONCKT (N-VA)

**PROPOSITION DE LOI****Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2**

L'article 59 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit:

“Indépendamment des mesures exceptionnelles précédemment en vigueur dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, tout travailleur mis en chômage temporaire en application de l'article 26 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est soumis à l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi et d'être disponible pour le marché de l'emploi après ses trois premiers mois consécutifs de chômage temporaire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, s'il a été en chômage temporaire durant au moins dix jours par mois pendant trois mois consécutifs.”.

**Art. 3**

Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer la disposition modifiée par l'article 2.

25 février 2021

**WETSVOORSTEL****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2**

Artikel 59 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“Ongeacht uitzonderingsmaatregelen in het kader van de aanpak van de COVID-19-pandemie die voorheen van toepassing waren, geldt voor de werknemer die tijdelijk werkloos wordt in toepassing van artikel 26 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten na de eerste drie opeenvolgende maanden van tijdelijke werkloosheid te rekenen vanaf 1 januari 2021, indien de werknemer gedurende drie opeenvolgende maanden minstens tien dagen per maand op tijdelijke werkloosheid geplaatst werd, een verplichting om als werkzoekende ingeschreven te zijn en om beschikbaar te zijn voor de arbeidsmarkt.”

**Art. 3**

De Koning kan de bepaling gewijzigd door artikel 2 opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

25 februari 2021

Björn ANSEEUW (N-VA)  
Valerie VAN PEEL (N-VA)  
Wim VAN der DONCKT (N-VA)